



Deux ans après : La finance française pas encore sortie du charbon

Paris – 2 juillet 2021 – Le 2 juillet 2019, la finance française s’engageait d’une seule voix à adopter des politiques pour sortir progressivement du charbon. Alors que deux ans se sont écoulés depuis cet engagement, Reclaim Finance publie un état des lieux contrasté (1) des efforts des acteurs financiers français et appelle à accélérer la cadence d’ici la COP 26.

Deux ans après s’y être engagée, la finance française n’a pas encore fait le nécessaire pour enclencher une vraie sortie du charbon. Elle est au milieu du gué.

- a. Certes, le nombre de politiques robustes d’exclusion du charbon est en hausse : pas loin de la moitié des acteurs ont désormais une bonne politique de sortie du charbon.
- b. En revanche, il reste encore beaucoup de politiques perfectibles et plusieurs retardataires. Par exemple, certains acteurs - comme le ré/assureur SCOR, Groupama AM et Agrica - n’excluent toujours pas les entreprises qui développent de nouveaux projets dans le secteur du charbon.
- c. Autre point noir, deux géants de la finance française n’ont toujours pas adopté de politique pour dire non au charbon : le gestionnaire d’actifs Natixis Investment Management (NIM) et le régime de retraites Agirc-Arrco qui gère les cotisations de plus de 18 millions de salariés.

Pour Alix Mazounie, chargée de campagne Finance zéro fossile à Reclaim Finance, “Si de plus en plus d’acteurs financiers se donnent les moyens de sortir définitivement du charbon, le compte n’y est toujours pas pour la majorité de la place financière française. Ce constat est alarmant. Non seulement la finance française ne répond pas à l’urgence climatique de sortie du charbon, mais elle se montre incapable de tenir ses promesses et contribue à la défiance des épargnants à l’égard du monde financier. On ne peut que souligner l’incohérence d’avoir parmi les retardataires ou abonnés absents Agirc-Arrco ou Agrica alors que six Français sur dix accordent de l’importance aux impacts environnementaux et sociaux dans leurs décisions de placement et souhaite que leur argent aille à la transition écologique.”

Une bonne politique, c’est aussi une politique qui s’applique et sans exceptions : à ce titre, les grandes banques françaises BNP Paribas, Société Générale, Natixis et Crédit Agricole sont sous surveillance renforcée et risquent d’être déclassées si elles n’excluent pas les entreprises sans plan crédible et calendrier compatible de sortie du charbon dans les mois qui viennent, comme elles s’y sont engagées.

“La fin de l’année va tester la sincérité et la solidité des politiques de BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis qui pourraient être tentées de continuer à soutenir des bons clients comme Glencore, EPH, Kepco ou Fortum/Uniper - même si ces industriels refusent de tourner la page du charbon. C’est pourquoi nous les avons placés sous surveillance renforcée” **continue Yann Louvel, analyste politique à Reclaim Finance.**

Le bilan de la finance française sur le charbon souligne l’impasse du gouvernement français et de son Ministre de l’Economie et des Finances Bruno Le Maire dans son projet de faire de Paris la capitale de la finance verte. Le Ministre appelait en novembre dernier les acteurs financiers à compléter le travail sur le charbon mais aussi à adopter des stratégies de sortie des pétrole et gaz non conventionnels, parmi lesquels se trouvent les forages en Arctique et en eaux très profondes, sables bitumineux, pétrole et gaz de schiste.

Communiqué de presse – diffusion immédiate

Si cet appel est en-deçà des recommandations du GIEC et de l'AIE (2) et de telles mesures ne suffiraient pas à aligner la finance française sur son objectif d'atteinte de la neutralité carbone. Pourtant, tout reste à faire sur ces pétrole et gaz non conventionnels : selon l'analyse publiée par Reclaim Finance en mai 2021 (3), tous les acteurs peuvent encore soutenir l'expansion de ces secteurs particulièrement risqués et n'ont pas prévu d'en sortir.

“Alors que la COP26 pointe à l’horizon, c’est la place financière de Londres pourrait s’ériger comme capitale de la finance verte, abordant de front les enjeux climat et biodiversité. Il faudra plus que les bonnes volontés des acteurs financiers individuels pour répondre aux ambitions et engagements de Bruno Le Maire et des fédérations professionnelles de la place de Paris. Il serait temps que le Ministre mette en place le cadre réglementaire contraignant sur lequel il s’engageait il y a deux ans” conclut Alix Mazounie..

Contacts presse :

Alix Mazounie, Chargée de Campagne Finance Fossile à Reclaim Finance, alix@reclaimfinance.org,
+33 6 83 21 36 04

Angus Satow, chargé de relations médias à Reclaim Finance, angus@reclaimfinance.org,
+447847754046

Notes :

1. La note est intitulée « Sortie du charbon : 2 ans après, la finance française encore au milieu du gué »
2. Il s'agit du premier scénario de l'AIE visant à limiter le réchauffement à 1,5°C et atteindre la neutralité carbone en 2050. Il est accessible ici : <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
3. Le Scan de la Finance Fossile, l'outil d'évaluation des politiques pétrole et gaz publié par Reclaim Finance courant mai 2021 et actualisé au gré des politiques adoptées par les acteurs financiers. Il est accessible ici : <https://reclaimfinance.org/site/scan-finance-fossile/>